

Point de vue.2 M. Driss KHROUZ.

Les BRICS, au-delà des effets d'annonce.

Le dernier sommet des pays qui composent les BRICS qui s'est tenu à Johannesburg en Afrique du sud du 20 au 22 Août 2023, est le quinzième du genre, aucun des précédents n'avait connu une telle médiatisation et autant d'interprétations.

Il y a le contexte géopolitique avec les compétitions agressives et les joutes oratoires de surenchères entre les Etats-Unis et la Chine, notamment en Asie de l'Est, autour du statut de Taiwan.

Il y a l'invasion de l'Ukraine par la Russie et son encerclement par la consolidation de l'OTAN.

Il y a le retour de Lula da Silva à la présidence du Brésil.

Et il y a des percées en terme de visibilité de plusieurs émergents du « global-South ».

Crée en 2003 à l'initiative du même Lula da Silva, président du Brésil, à la suite de l'agression contre l'Irak, les BRICS se définissent beaucoup plus en réaction au capitalisme mondialisé que par un projet cohérent, global et intégré.

Quatre pays sont les membres fondateurs, les BRIC : B pour Brésil, R pour Russie, I Pour Inde, C pour Chine. la S pour South -Africa a été admise comme membre en Avril 2011. On obtient BRICS.

Leur ambition se veut une contribution à un nouvel ordre mondial de lutte contre l'hégémonie du G7 et contre la prédominance du dollar et des institutions financières internationales, FMI et Banque mondiale en tête.

Rappelons que Lula est aussi l'initiateur du forum social mondial de Porto-Allègre au Brésil, en janvier 2001 « un autre monde est possible », qui a connu un grand succès dans la prise de conscience des excès du système mondial néolibéral. Le forum altermondialiste conteste l'hégémonie de la culture médiatique et consumériste du forum de Davos, tel qu'il s'est mis en place les premières années. Le forum de Davos s'est ouvert après la crise systémique mondiale de 2008 aux expériences critiques de la finance des NTIC (nouvelles technologies d'information et de communication), sur les organisations non gouvernementales, sur l'écologie et à l'écoute des voies alternatives de vie et de développement, autres que le capitalisme des multinationales et de la finance spéculative.

Les BRICS ne sont pas une alliance, ils ne sont pas un pacte, ils ne sont pas une organisation d'Etats.

Il fonctionne comme un forum, un club politique, une tribune codifiée, un groupe de pression qui est à la recherche d'une formalisation acceptée par tous les membres, et cela n'est pas une mince affaire !

La conférence historique des pays non alignés de Bandung en Indonésie en 1955 constitue leur référence idéologique : Refuser que l'ordre mondial soit confisqué par la compétition entre les grandes puissances et surtout militer pour que les pays en développement ne soient pas l'otage des compétitions entre les puissances et les réseaux qui dominent l'économie mondiale.

Plus que de la neutralité d'antan, proclamée dans l'ADN de la conférence des non-alignés, il s'agit de positionnements géostratégiques contre la suprématie du G7 sur l'économie mondiale et ses institutions.

Le G7 est le club des pays riches issus du « leadership » américain sur l'économie mondiale, ce sont les Etats-Unis d'Amérique, l'Allemagne, le Canada, le royaume –uni, le Japon, la France et l'Italie,

Les BRICS prônent la « décolonisation de l'économie mondiale et le multilatéralisme » comme mode de régulation.

Ils revendiquent une meilleure intégration des pays émergents comme partenaires égaux dans le FMI, la Banque mondiale et autres institutions du système de l'ONU.

Il s'agit de la refonte de l'architecture et du mode de fonctionnement des organisations du système international, qui sont restées telles qu'elles ont été structurées au gré des intérêts des vainqueurs de la deuxième guerre mondiale notamment par les accords de Breton- woods et le conseil de sécurité de l'organisation des Nations –Unies (ONU).

Les pays du groupe BRICS ne bénéficient que de 15% des droits de vote dans les deux grandes institutions internationales alors qu'ils représentent 40% de la population mondiale.

Pour contrebalancer ce système et la loi du dollar, les BRICS ont créé en 2014 leur banque de développement, la NDB (the new development Bank), basée à Shanghai, avec un capital initial de 50 milliards de dollars, versés à parts égales par les cinq pays fondateurs.

Les prêts que la NDB octroie n'obéissent pas à des conditionnalités et surtout pas aux PAS (programmes d'ajustements structurels) à la méthode du FMI. Ces facilités peuvent se faire en monnaies nationales.

La création d'une monnaie unique est une priorité affichée.

Des pays non membres des BRICS ont adhéré à la NDB.

Le président brésilien a pu placer à sa tête l'ancienne présidente du Brésil, Dilma Rousseff, qui lui a succédé après son premier mandat de président du Brésil.

Dotée de ressources insuffisantes et non adossée à des structures solvables et à rayonnement mondial, la NDB a du mal à entamer sa trajectoire. Elle s'endette en dollars et n'a pas suffisamment de réseaux de conseils, d'influence et d'ancrages autres que ceux des pays membres qui sont eux-mêmes confrontés à des contraintes de financement, de liquidité, de solvabilité, d'endettement, de gouvernance et de faisabilité des projets.

Les cinq pays sont membres du G20, dont ils dénoncent l'inefficacité, les déséquilibres et le faible impact face au G7.

Le succès médiatique qu'a eu le dernier sommet par le nombre demandes d'adhésion et surtout par les nouvelles admissions, cache mal les divergences de fond entre les cinq pays membres :

Pour la Chine, dont le président XI-Jinping, a assisté en personne au sommet, les BRICS est un cadre qui peut lui permettre de crédibiliser et diffuser ses choix géostratégiques et son modèle, portés par la « nouvelle route de la soie » axée sur les infrastructures, l'aide non liée et la « non -ingérence ».

Entendez par là, ne pas poser les questions qui fâchent de démocratie, de liberté et de droits humains, les priorités sont le développement économique et la sécurité. Engagée dans la course pour le leadership mondial, la Chine a besoin d'appuis contre les ambitions américaines.

Embourbée dans l'invasion de l'Ukraine, la Russie, qui a réussi à l'encontre de ses calculs et de ses intérêts à faire l'unité de l'occident contre elle et surtout à renforcer l'homogénéité de l'union

européenne sous le couvercle militaire et politique américain, a besoin de débouchés, de marchés, de fournisseurs, de visibilité et d'alliés politiques.

Adversaire déclaré de la Chine, l'Inde cherche à faire prévaloir son poids démographique de pays le plus peuplé du monde et ses succès économiques et technologiques, surtout après le récent succès de sa fusée lunaire « low cost » (chandrayaan) !

Nouvellement réélu dans un contexte difficile dans un Brésil en crise et en perte d'influence, Lula a besoin de strapontin et de tribune mondiale dans son retour politique dans son pays divisé et traumatisé.

L'Afrique du Sud continue de surfer sur la rente mémorielle de la résistance de Nelson Mandela et de l'empathie tiers mondiste d'antan !

En fin de compte, Les BRICS, nouvelle valse, est l'expression d'une lutte entre les membres pour renforcer chacun son aire d'influence.

Quelle est la rationalité de cet élargissement qui intégrera à partir du 1^{er} janvier 2024, l'Iran, l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes-unis, l'Egypte, l'Argentine et l'Ethiopie :

- Avoir plus de poids sur le marché mondial des énergies ?
- Avoir accès à des excédents spéculatifs de liquidités internationales issues des hydrocarbures ?
- Se positionner dans les régions stratégiques sensibles à travers des puissances locales et régionales à la recherche de plus de souveraineté politique et économique ?
- Constituer un contrepoids à travers un puzzle anti- capitaliste mondial néo-libéral ?
- Selon lequel des modèles divergents des onze pays membres peuvent se bâtir de telles ambitions déclaratives ?

Rabat le 29 Aout 2023.